



UNIDROIT 1983
Etude XLIV - Doc. 23

UNIDROIT 1983
Study XLIV - Doc. 23

U n i d r o i t

INSTITUT INTERNATIONAL POUR L'UNIFICATION DU DROIT PRIVE

INTERNATIONAL INSTITUTE FOR THE UNIFICATION OF PRIVATE LAW

AVANT-PROJET DE CONVENTION SUR LES EXPLOITANTS DE TERMINAUX DE TRANSPORT

PRELIMINARY DRAFT CONVENTION ON OPERATORS OF TRANSPORT TERMINALS

Rome, mai 1983

Rome, May 1983

TEXTE DE L'AVANT-PROJET DE CONVENTION SUR LES EXPLOITANTS
DE TERMINAUX DE TRANSPORT (ETT) ADOPTE PAR LE CONSEIL DE
DIRECTION D'UNIDROIT A SA 62^{ème} SESSION, TENUE A ROME, DU

4 AU 7 MAI, 1983

Préambule

LES ETATS PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION,

AYANT RECONNU l'utilité de fixer d'un commun accord certaines règles relatives aux droits et obligations des exploitants de terminaux de transport et notamment à leur responsabilité,

ONT DECIDE de conclure une Convention à cet effet et sont convenus de ce qui suit:

Article premier

DEFINITIONS

Pour l'application de la présente Convention:

1. Le terme "Exploitant de terminal de transport (ETT)" désigne toute personne agissant à un autre titre que celui de transporteur qui s'oblige, à titre onéreux, à conserver des marchandises avant, pendant ou après un transport, soit par une convention soit par la prise en charge desdites marchandises des mains d'un chargeur, d'un transporteur, d'un expéditeur ou toute autre personne en vue de leur remise à toute personne habilitée à en prendre livraison.

2. Le terme "marchandises" désigne également les conteneurs, les palettes ou tout conditionnement de transport ou emballage similaire s'ils ne sont pas fournis par l'ETT.

Article 2

CHAMP D'APPLICATION

La présente Convention s'applique chaque fois que les opérations dont l'ETT est responsable:

- a) sont effectuées dans le territoire d'un Etat contractant, et
- b) concernent un transport dont le point de départ et le point de destination sont situés dans deux Etats différents.

TEXT OF THE PRELIMINARY DRAFT CONVENTION ON OPERATORS
OF TRANSPORT TERMINALS (OTTs) ADOPTED BY THE GOVERNING
COUNCIL OF UNIDROIT AT ITS 52nd SESSION, HELD IN ROME

FROM 4 TO 7 MAY 1983

Preamble

THE STATES PARTIES TO THE PRESENT CONVENTION,

HAVING RECOGNISED the desirability of determining by agreement certain rules relating to the rights and duties of operators of transport terminals and in particular to their liability,

HAVE DECIDED to conclude a Convention for this purpose and have thereto agreed as follows:

Article 1

DEFINITIONS

For the purposes of the application of this Convention:

1. "Operator of a transport terminal (OTT)" means any person acting in a capacity other than that of a carrier, who undertakes against remuneration the safekeeping of goods before, during or after carriage, either by agreement or by taking in charge such goods from a shipper, carrier, forwarder or any other person, with a view to their being handed over to any person entitled to take delivery of them.

2. "Goods" includes any container, pallet or similar article of transport or packaging, if not supplied by the OTT.

Article 2

SCOPE OF APPLICATION

This Convention applies whenever the operations for which the OTT is responsible are:

- (a) performed in the territory of a Contracting State, and
- (b) related to carriage in which the place of departure and the place of destination are situated in two different States.

Article 3

DURÉE DE LA RESPONSABILITÉ

1. L'ETT est responsable de la conservation des marchandises à partir du moment où il les a prises en charge et jusqu'à leur remise à la personne habilitée à en prendre livraison.

2. Si l'ETT s'est engagé à effectuer ou à faire effectuer des opérations additionnelles de déchargement, de chargement ou d'arrimage, même avant leur prise en charge ou après leur remise, la durée de sa responsabilité est étendue de façon à inclure ces opérations.

Article 4

EMISSION DE DOCUMENT

1. A la demande de l'autre partie au contrat, l'ETT a l'obligation d'émettre un document daté attestant la réception des marchandises et la date à laquelle elles ont été prises en charge.

2. Ce document doit indiquer toute inexactitude ou insuffisance de tout détail concernant la description des marchandises prises en charge dans la mesure où celle-ci peut être constatée par des moyens de vérification raisonnables.

3. Il fait foi, sauf preuve contraire, de la conclusion du contrat de conservation des marchandises et de la prise en charge des marchandises telles qu'elles y sont décrites.

4. Le document émis par l'ETT peut, si les parties en conviennent ainsi, et que la loi nationale applicable le permet, contenir un engagement de l'ETT de délivrer les marchandises contre remise de ce document. Cet engagement résulte d'une mention dans le document stipulant que les marchandises doivent être délivrées à l'ordre d'une personne dénommée ou à ordre ou au porteur.

5. Rien dans la présente Convention n'empêche l'émission des documents par tout moyen mécanique ou électronique, si le procédé n'est pas incompatible avec la loi du lieu où le document est émis.

Article 3

PERIOD OF RESPONSIBILITY

1. The OTT shall be responsible for the safekeeping of goods from the time he has taken them in charge until their handing over to the person entitled to take delivery of them.

2. If the OTT has undertaken to perform or to procure performance of discharging, loading or stowage of the goods, even before their taking in charge or after their being handed over, the period of responsibility shall be extended so as to cover such additional operations also.

Article 4

ISSUANCE OF DOCUMENT

1. The OTT shall, at the request of the other party to the contract, issue a dated document acknowledging receipt of the goods and stating the date on which they were taken in charge.

2. Such a document shall indicate any inaccuracy or inadequacy of any particular concerning the description of the goods taken in charge as far as this can be ascertained by reasonable means of checking.

3. Such a document is prima facie evidence of the contract for the safekeeping of goods and the taking in charge of the goods as therein described.

4. The document issued by the OTT may, if the parties so agree, and the applicable national law so permits, contain an undertaking by the OTT to deliver the goods against surrender of the document. A provision in the document that the goods are to be delivered to the order of a named person or to order, or to bearer, constitutes such an undertaking.

5. Nothing in this Convention shall prevent the issuing of documents by any mechanical or electronic means, if not inconsistent with the law of the place where the document is issued.

Article 5

SURETES PORTANT SUR LES MARCHANDISES

1. L'ETT a un droit de rétention sur les marchandises qu'il a prises en charge pour le coût et les réclamations concernant lesdites marchandises, taxe et loyer de l'entrepôt inclus. Toutefois, la présente Convention n'affecte nullement la validité au regard du droit national des accords contractuels qui étendent les sûretés de l'ETT portant sur les marchandises.

2. L'ETT ne peut retenir les marchandises qu'il a prises en charge lorsqu'une garantie suffisante pour les sommes réclamées est fournie ou lorsqu'une somme équivalente est déposée entre les mains d'un tiers désigné d'un commun accord, ou auprès d'une institution officielle dans l'Etat où sont effectuées les opérations dont l'ETT est responsable en vertu de la présente Convention.

3. L'ETT, après en avoir donné avis approprié et en temps utile, peut vendre ou faire vendre tout ou partie des marchandises retenues par lui pour obtenir la somme nécessaire pour satisfaire sa créance.

Article 6

FONDEMENT DE LA RESPONSABILITE

1. L'ETT répond du préjudice résultant des pertes ou dommages subis par les marchandises pour lesquelles il est responsable en vertu de la présente Convention, à moins qu'il ne prouve que lui-même, ses préposés ou mandataires ont pris toutes les mesures qui pouvaient raisonnablement être exigées pour éviter l'événement qui a causé la perte ou le dommage, et ses conséquences.

2. Si l'ETT ne remet pas les marchandises à la demande de la personne habilitée à en prendre livraison dans les 60 jours consécutifs qui suivent cette demande, l'ayant droit peut les considérer comme perdues.

3. Lorsqu'une faute ou une négligence de l'ETT, de ses préposés ou mandataires, a concouru avec une autre cause à la perte ou au dommage, l'ETT n'est responsable que dans la mesure de la perte ou du dommage qui est imputable à cette faute ou à cette négligence, à condition de prouver le montant de la perte ou du dommage qui n'est pas imputable à ladite faute ou négligence.

Article 5

SECURITY RIGHTS IN THE GOODS

1. The OTT shall have a right of retention over the goods he has taken in charge for costs and claims relating to such goods, fees and warehousing rent included. However, nothing in this Convention shall affect the validity under national law of any contractual arrangements extending the OTT's security in the goods.

2. The OTT shall not be entitled to retain the goods he has taken in charge if a sufficient guarantee for the sum claimed is provided or if an equivalent sum is deposited with a mutually accepted third party or with an official institution in the State where the operations for which the OTT is responsible under this Convention are performed.

3. The OTT may, after giving timely and adequate notice, sell or cause to be sold all or part of the goods retained by him so as to obtain the amount necessary to satisfy his claim.

Article 6

BASIS OF LIABILITY

1. The OTT is liable for loss resulting from loss of or damage to the goods for which he is responsible under this Convention, unless he proves that he, his servants or agents took all measures that could reasonably be required to avoid the occurrence which caused the loss or damage, and its consequences.

2. If the OTT does not hand over the goods at the request of the person entitled to take delivery of them within a period of 60 consecutive days following such request, the person entitled to make a claim for the loss of the goods may treat them as lost.

3. Where fault or neglect on the part of the OTT, his servants or agents combines with another cause to produce loss or damage the OTT is liable only to the extent that the loss or damage is attributable to such fault or neglect, provided that the OTT proves the amount of the loss or damage not attributable thereto.

Article 7

LIMITES DE LA RESPONSABILITE

1. La responsabilité de l'ETT pour le préjudice résultant des pertes ou dommages subis par les marchandises conformément aux dispositions de l'article 6 est limitée à une somme équivalant à 2,75 unités de compte par kilogramme de poids brut des marchandises perdues ou endommagées.

2. Par unité de compte, on entend l'unité de compte visée à l'article 13.

3. L'ETT peut, par convention, augmenter les limites de responsabilité qui sont prévues au paragraphe premier du présent article.

Article 8

RESPONSABILITE NON CONTRACTUELLE

1. Les exonérations et limitations de responsabilité prévues dans la présente Convention sont applicables dans toute action contre l'ETT pour pertes ou dommages subis par les marchandises ayant pour cause tout acte ou omission concernant les obligations de l'ETT en vertu de la présente Convention, que l'action soit fondée sur la responsabilité contractuelle ou délictuelle ou autrement.

2. Si cette action est intentée contre un préposé ou mandataire de l'ETT, ce préposé ou mandataire, s'il prouve avoir agi dans l'exercice de ses fonctions, est habilité à se prévaloir des exonérations et des limitations de responsabilité que l'ETT peut invoquer en vertu de la présente Convention.

3. Sous réserve des dispositions de l'article 9, le montant total des réparations dues par l'ETT et les personnes visées au paragraphe 2 du présent article ne peut dépasser les limites de responsabilité prévues par la présente Convention.

Article 9

DECHANCE DU DROIT DE LIMITER LA RESPONSABILITE

1. L'ETT ne peut pas se prévaloir de la limitation de responsabilité prévue à l'article 7 s'il est prouvé que la perte ou le dommage résulte d'un acte ou d'une omission de l'ETT commis soit avec l'intention de provoquer cette perte ou ce dommage, soit témérairement et en sachant que cette perte ou ce dommage en résulterait probablement.

Article 7

LIMIT OF LIABILITY

1. The liability of the OTT for loss resulting from loss of or damage to goods according to the provisions of Article 6 is limited to an amount equivalent to 2.75 units of account per kilogramme of gross weight of the goods lost or damaged.
2. Unit of account means the unit of account mentioned in Article 13.
3. The OTT may, by agreement, increase the limits of liability provided for in paragraph 1 of this article.

Article 8

NON-CONTRACTUAL LIABILITY

1. The defences and limits of liability provided for in this Convention apply in any action against the OTT in respect of loss of or damage to goods caused by any act or omission within the scope of the OTT's obligations provided for under this Convention, whether the action is founded in contract, in tort or otherwise.
2. If such an action is brought against a servant or agent of the OTT, such servant or agent, if he proves that he acted within the scope of his employment, is entitled to avail himself of the defences and limits of liability which the OTT is entitled to invoke under this Convention.
3. Except as provided in Article 9, the aggregate of the amounts recoverable from the OTT and from any person referred to in paragraph 2 of this article shall not exceed the limits of liability provided for in this Convention.

Article 9

LOSS OF THE RIGHT TO LIMIT LIABILITY

1. The OTT is not entitled to the benefit of the limitation of liability provided for in Article 7 if it is proved that the loss or damage resulted from an act or omission of the OTT done with the intent to cause such loss or damage, or recklessly and with knowledge that such loss or damage would probably result.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 8, un préposé ou un mandataire de l'ETT ne peut pas se prévaloir de la limitation de responsabilité prévue à l'article 7 s'il est prouvé que la perte ou le dommage résulte d'un acte ou d'une omission de ce préposé ou de ce mandataire, commis soit avec l'intention de provoquer cette perte ou ce dommage soit témérament et en sachant que cette perte ou ce dommage en résulterait probablement.

Article 10

AVIS DE PERTE OU DE DOMMAGE

1. A moins qu'un avis de perte ou de dommage ne soit donné par écrit à l'ETT spécifiant la nature générale de cette perte ou de ce dommage au plus tard le premier jour ouvrable suivant le jour où les marchandises ont été remises à la personne habilitée à les recevoir, cette remise constitue une présomption, sauf preuve contraire, que les marchandises ont été livrées par l'ETT telles qu'elles sont décrites dans le document émis par l'ETT ou, si aucun document n'a été émis, qu'elles ont été livrées en bon état.

2. Lorsque la perte ou le dommage n'est pas apparent, les dispositions du paragraphe premier du présent article s'appliquent avec la modification que l'avis doit être donné par écrit dans un délai de 15 jours consécutifs à compter de la date à laquelle les marchandises ont été remises à la personne habilitée à en prendre livraison.

3. Si l'état des marchandises a fait l'objet d'une inspection contradictoire au moment où celles-ci ont été remises à la personne habilitée à en prendre livraison, il n'est pas nécessaire de donner avis par écrit de la perte ou du dommage constaté pendant ladite inspection.

4. En cas de perte ou de dommage certain ou présumé, l'ETT et la personne habilitée à recevoir les marchandises doivent se donner réciproquement toutes les facilités raisonnables pour procéder à l'inspection des marchandises et à la vérification du nombre de colis.

Article 11

PRESCRIPTION

1. Toute action en vertu de la présente Convention est prescrite si une procédure judiciaire ou arbitrale n'a pas été introduite dans un délai de deux ans.

2. Notwithstanding the provisions of Article 8, paragraph 2, a servant or agent of the OTT is not entitled to the benefit of the limitation of liability provided for in Article 7 if it is proved that the loss or damage resulted from an act or omission of such servant or agent, done with the intent to cause such loss or damage, or recklessly and with knowledge that such loss or damage would probably result.

Article 10

NOTICE OF LOSS OR DAMAGE

1. Unless notice of loss or damage, specifying the general nature of such loss or damage, is given in writing to the OTT not later than the working day after the day when the goods were handed over to the person entitled to take delivery of them, such handing over is prima facie evidence of the delivery by the OTT of the goods as described in the document issued by the OTT or, if no such document has been issued, in good condition.

2. Where the loss or damage is not apparent, the provisions of paragraph 1 of this article apply correspondingly if notice in writing is not given within 15 consecutive days after the day when the goods were handed over to the person entitled to take delivery of them.

3. If the state of the goods at the time they were handed over to the person entitled to take delivery of them has been the subject of a joint survey or inspection, notice in writing need not be given of loss or damage ascertained during such survey or inspection.

4. In the case of any actual or apprehended loss or damage the OTT and the person entitled to take delivery of the goods must give all reasonable facilities to each other for inspecting and tallying the goods.

Article 11

LIMITATION OF ACTIONS

1. Any action under this Convention is time-barred if judicial or arbitral proceedings have not been instituted within a period of two years.

2. Le délai de prescription court à partir du jour où l'ETT a livré les marchandises ou une partie des marchandises, ou lorsque les marchandises n'ont pas été livrées, à partir du dernier jour de la période visée au paragraphe 2 de l'article 6.

3. Le jour indiqué comme point de départ du délai de prescription n'est pas compris dans le délai.

4. La personne à qui une réclamation a été adressée peut à tout moment pendant le délai de prescription prolonger ce délai par une déclaration adressée par écrit à l'auteur de la réclamation. Le délai peut être de nouveau prolongé par une ou plusieurs autres déclarations.

5. Sauf disposition contraire d'une autre convention internationale applicable, une action récursoire d'une personne tenue responsable aux termes de la présente Convention peut être exercée même après l'expiration du délai de prescription prévu au paragraphe précédent, si elle l'est dans le délai déterminé par la loi de l'Etat où les poursuites sont engagées; toutefois ce délai ne peut être inférieur à 90 jours à compter de la date à laquelle la personne qui exerce l'action récursoire a réglé la réclamation ou à elle-même reçu signification de l'assignation.

Article 12

CLAUSES CONTRACTUELLES

1. Toute stipulation figurant dans un contrat de conservation des marchandises conclu par un ETT ou tout autre document faisant preuve d'un tel contrat est nulle pour autant qu'elle déroge directement ou indirectement aux dispositions de la présente Convention. La nullité d'une telle stipulation n'affecte pas la validité des autres dispositions du contrat ou document où elle figure.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe premier du présent article, l'ETT peut, par convention, assumer une responsabilité et des obligations plus lourdes que celles qui sont prévues par la présente Convention.

2. The limitation period commences on the day on which the OTT has handed over the goods or part thereof or, in cases where no goods have been handed over, on the last day of the period referred to in Article 6, paragraph 2.

3. The day on which the limitation period commences is not included in the period.

4. The person against whom a claim is made may at any time during the running of the limitation period extend that period by a declaration in writing to the claimant. This period may be further extended by another declaration or declarations.

5. Provided that the provisions of another applicable international convention are not to the contrary, a recourse action for indemnity by a person held liable under this Convention may be instituted even after the expiration of the limitation period provided for in the preceding paragraphs if instituted within the time allowed by the law of the State where proceedings are instituted; however, the time allowed shall not be less than 90 days commencing from the day when the person instituting such action for indemnity has settled the claim or has been served with process in the action against himself.

Article 12

CONTRACTUAL STIPULATIONS

1. Any stipulation in a contract for the safekeeping of goods concluded by an OTT or in any document evidencing such a contract is null and void to the extent that it derogates, directly or indirectly, from the provisions of this Convention. The nullity of such a stipulation does not affect the validity of the other provisions of the contract or document of which it forms a part.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 of this article, the OTT may, by agreement, increase his responsibilities and obligations under this Convention.

Article 13

UNITE DE COMPTE OU UNITE MONETAIRE ET CONVERSION

1. L'unité de compte visée à l'article 7 de la présente Convention est le Droit de tirage spécial tel qu'il est défini par le Fonds monétaire international. Les montants mentionnés à l'article 7 sont exprimés dans la monnaie nationale d'un Etat suivant la valeur de cette monnaie à la date du jugement ou à une date convenue par les parties. L'équivalence entre la monnaie nationale d'un Etat contractant qui est membre du Fonds monétaire international et le Droit de tirage spécial est calculée selon la méthode d'évaluation appliquée par le Fonds monétaire international à la date en question pour ses propres opérations et transactions. L'équivalence entre la monnaie nationale d'un Etat contractant qui n'est pas membre du Fonds monétaire international et le Droit de tirage spécial est calculée de la façon déterminée par cet Etat.

2. Le calcul mentionné à la dernière phrase du paragraphe 1 doit être fait de façon à exprimer en monnaie nationale de l'Etat contractant la même valeur réelle, dans la mesure du possible, que celle qui est exprimée en unités de compte à l'article 7. Au moment de la signature ou lors du dépôt de leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, et chaque fois qu'un changement se produit dans leur méthode de calcul, les Etats contractants communiquent au dépositaire leur méthode de calcul.

Article 14

AUTRES CONVENTIONS

La présente Convention n'affecte aucunement les droits ou obligations résultant de toute convention internationale concernant le transport international de marchandises.

Article 15

INTERPRETATION DE LA CONVENTION

1. Pour l'interprétation de la présente Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application ainsi que d'assurer le respect de la bonne foi dans le commerce international.

2. Les questions concernant les matières régies par la présente Convention qui ne sont pas expressément tranchées par elle seront réglées selon les principes généraux dont elle s'inspire ou, à défaut de ces principes, conformément à la loi applicable en vertu des règles du droit international privé.

Article 13

UNIT OF ACCOUNT OR MONETARY UNIT AND CONVERSION

1. The unit of account referred to in Article 7 of this Convention is the Special Drawing Right as defined by the International Monetary Fund. The amounts mentioned in Article 7 are to be expressed in the national currency of a State according to the value of such currency at the date of judgment or the date agreed upon by the parties. The equivalence between the national currency of a Contracting State which is a member of the International Monetary Fund and the Special Drawing Right is to be calculated in accordance with the method of valuation applied by the International Monetary Fund in effect at the date in question for its operations and transactions. The equivalence between the national currency of a Contracting State which is not a member of the International Monetary Fund and the Special Drawing Right is to be calculated in a manner determined by that State.

2. The calculation mentioned in the last sentence of paragraph 1 is to be made in such a manner as to express in the national currency of the Contracting State as far as possible the same real value for amounts in Article 7 as is expressed there in units of account. Contracting States must communicate to the Depositary the manner of calculation at the time of signature or when depositing their instrument of ratification, acceptance, approval or accession and whenever there is a change in the manner of such calculation.

Article 14

OTHER CONVENTIONS

This Convention does not modify any rights or duties which may arise under any international Convention relating to the international carriage of goods.

Article 15

INTERPRETATION OF THE CONVENTION

1. In the interpretation of this Convention, regard is to be had to its international character and to the need to promote uniformity in its application and the observance of good faith in international trade.

2. Questions concerning matters governed by this Convention which are not expressly settled in it are to be settled in conformity with the general principles on which it is based or, in the absence of such principles, in conformity with the law applicable by virtue of the rules of private international law.

Article Y

REVISION DES MONTANTS DE LIMITATION ET DE L'UNITE DE COMPTE OU
DE L'UNITE MONETAIRE

1. Le Dépositaire réunira une Commission composée d'un représentant de chaque Etat contractant en vue d'augmenter ou de diminuer éventuellement les montants stipulés à l'article 7 :

- a) Sur la demande d'au moins / Etats contractants, ou
- b) Lorsque cinq années se seront écoulées depuis que la Convention aura été ouverte à la signature ou depuis la dernière réunion de la Commission.

2. Si la présente Convention entre en vigueur plus de cinq ans après avoir été ouverte à la signature, le Dépositaire réunira la Commission durant la première année suivant son entrée en vigueur.

3. La Commission adoptera les modifications à la majorité / de ses membres présents et votants.

4. Toute modification adoptée conformément au paragraphe 3 du présent article sera notifiée par le Dépositaire à tous les Etats contractants. La modification sera réputée avoir été acceptée à l'expiration d'un délai de 6 / mois après qu'elle aura été notifiée, à moins que, durant cette période, un tiers / au moins des Etats qui étaient parties contractantes au moment de l'adoption de la modification par la Commission ne fassent savoir au Dépositaire qu'ils ne l'acceptent pas. Une modification réputée avoir été acceptée conformément au présent paragraphe entrera en vigueur pour tous les Etats contractants 12 / mois après son acceptation.

5. Tout Etat contractant n'ayant pas accepté une modification sera néanmoins lié par elle, à moins qu'il ne dénonce la présente Convention un mois au moins avant que ladite modification n'entre en vigueur. Cette dénonciation prendra effet lorsque la modification entrera en vigueur.

6. Lorsqu'un amendement a été adopté par la Commission et que le délai d'acceptation de 6 / mois n'a pas encore expiré, tout Etat devenant partie à la présente Convention durant ce délai sera lié par ladite modification si celle-ci entre en vigueur. Un Etat devenant partie à la présente Convention après expiration de ce délai sera lié par toute modification qui aura été acceptée conformément au paragraphe 4.

Article Y

REVISION OF THE LIMITATION AMOUNTS AND UNIT OF ACCOUNT
OR MONETARY UNIT

1. The Depositary shall convene a meeting of a Committee composed of a representative from each Contracting State to consider increasing or decreasing the amounts in Article 7 :

(a) Upon the request of at least Contracting States, or

(b) When five years have passed since the Convention was opened for signature or since the Committee last met.

2. If the present Convention comes into force more than five years after it was opened for signature, the Depositary shall convene a meeting of the Committee within the first year after it comes into force.

3. Amendments shall be adopted by the Committee by a majority of its members present and voting.

4. Any amendment adopted in accordance with paragraph 3 of this article shall be notified by the Depositary to all Contracting States. The amendment shall be deemed to have been accepted at the end of a period of months after it has been notified, unless within that period not less than of the States that were Contracting States at the time of the adoption of the amendment by the Committee have communicated to the Depositary that they do not accept the amendment. An amendment deemed to have been accepted in accordance with this paragraph shall enter into force for all Contracting States months after its acceptance.

5. A Contracting State which has not accepted an amendment shall nevertheless be bound by it, unless such State denounces the present Convention at least one month before the amendment has entered into force. Such denunciation shall take effect when the amendment enters into force.

6. When an amendment has been adopted by the Committee but the month period for its acceptance has not yet expired, a State which becomes a Contracting State to this Convention during that period shall be bound by the amendment if it comes into force. A State which becomes a Contracting State to this Convention after that period shall be bound by any amendment which has been accepted in accordance with paragraph 4.